

POURQUOI SARKOZY VEUT SAUVER LA CGT DE BERNARD THIBAUT

Attendre le 21 novembre pour négocier avec les grévistes, c'était volontairement faire un cadeau au leader cégétiste. Car d'autres discussions se profilent.

PAR DANIEL BERNARD, PERRINE CHERCHÈVE, NICOLAS DOMENACH ET HERVÉ NATHAN



A force, Nicolas Sarkozy avait fini par imposer et figer une image usurpée de lui-même. Ah, l'homme de la rupture ! Ses amis de droite, comme ses adversaires de gauche, aimaient tant le voir ainsi ! Le rôle qu'il avait endossé dans la phase précédant la campagne électorale, notamment pour se distinguer de Jacques Chirac, cette image héroïque, ce costume matelassé, cette fonction de porte-drapeau, entre autres, de la révolution néolibérale lui convenait si bien, leur convenait si bien.

Pourtant, à l'occasion de la réforme des régimes spéciaux, se profile aussi un autre Sarkozy. L'homme qui ne dédaigne pas le dialogue. Le chef d'État roué qui a cherché, à son premier bras de fer social, une issue « *sans vainqueur ni vaincu* ». Subitement, la nouvelle Margaret Thatcher prend le risque de passer pour un Chirac *bis* ! Nouveau cliché : un tigre de papier, un Popeye, oui, mais en peluche... De fait,

à l'heure du grand duel avec le cégétiste Bernard Thibault, gladiateur de choc des grèves de 1995, voilà que Sarkozy lui ferait une déclaration d'amour ! Qui l'eût cru ? Ni le chef du gouvernement, François Fillon, ni le leader cégétiste François Chérèque, ni le premier secrétaire du PS, François Hollande, spectateurs médusés d'une valse qui s'est dansée sans eux.

Coup de foudre

Thibault-Sarkozy. L'histoire de ce couple improbable remonte en fait à 2004. Cette année-là, le ministre des Finances Nicolas Sarkozy se lance un défi : réformer le statut d'EDF-GDF dans la perspective de sa privatisation. Un triple tabou : celui de l'énergie, de la sécurité nucléaire et du statut des agents. Super-Sarko réussit là où tant de ses prédécesseurs avaient échoué. Son secret ? Un coup de foudre avec Frédéric Imbrecht, patron de la fédération CGT des mines et de l'énergie. Sarkozy découvre que le syndicat qui fut autrefois la courroie de transmission du Parti

communiste partage avec lui la culture du rapport de force viril. Mobilisation, manifestations du côté cégétiste, de l'autre, à Bercy, agitation médiatique et menace de dévoiler les dessous de la gestion du trésor des œuvres sociales du comité d'entreprise. Thibault est alors sur la même ligne qu'Imbrecht : mieux vaut une concession limitée avec Sarkozy que d'essuyer une nouvelle déroute, après la réforme des retraites subie par les fonctionnaires, en 2003, face à Fillon, alors ministre des Affaires sociales. Au terme de quelques mois de conflits bien encadrés, un *modus vivendi* est trouvé : le statut de l'entreprise change ; mais les avantages acquis des agents, retraites comprises, sont maintenus et la promesse (trahie depuis !) est faite que l'État demeure à jamais majoritaire dans le capital d'EDF-GDF. Tope là ! Tout au long de la campagne présidentielle, Sarkozy rappellera son exploit, preuve irréfutable de son pragmatisme.

Pour affronter la tempête des régimes spéciaux, le chef de l'État s'embarque donc

Bernard Thibault
à sa sortie de l'Élysée
le 29 mai dernier.

ÉVÉNEMENT



remi ochlik / ip3 / maoppp

jb.annaparcio@orange.fr - © Ce document est la propriété de Marianne. Tous droits réservés

avec une intuition : Bernard Thibault, sous sa tignasse de soixante-huitard, ne veut pas être l'homme du non à tout. L'ancien dirigeant cheminot vit son syndicat en défenseur, non pas seulement des agents protégés du secteur public, mais aussi des salariés exposés du privé et des chômeurs. Lors de deux tête-à-tête, le 29 août à l'Élysée et le 16 septembre au pavillon de la Lanterne, dans le parc de Versailles, le nouveau président et le secrétaire général se sont jaugés. Thibault sait que Sarkozy ne renoncera pas à un Austerlitz politique. Sarkozy comprend qu'il n'a aucun intérêt à infliger à son partenaire un Waterloo social. Moins foutraque qu'on le dit, Sarkozy ne veut pas se priver, dès le premier conflit, d'un partenaire pour les nombreuses réformes qu'il a dans sa besace, notamment celle du contrat de travail tant attendue par le Medef, et celle du régime général des retraites. En observant le magistral plantage de Dominique de Villepin sur le contrat première embauche, le chef de l'État a également pris conscience que,

sans négociations avec les partenaires sociaux, toute réforme peut susciter l'insurrection d'une France à vif.

« C'est pas toi qui diriges ! »

Tel est le climat lorsque, le 14 novembre, face au ministre du Travail Xavier Bertrand, Bernard Thibault suggère l'organisation de négociations tripartites dans chacune des entreprises concernées. Ce soir-là, à la veille de la première journée de grève reconductible, le leader de la CGT prend un risque énorme, mais calculé. Défiant les durs de son organisation, il accepte implicitement le cadre politique fixé par le chef de l'État, à savoir les 40 annuités, le principe de la décote (1) et l'indexation des pensions sur les prix (2). « Thibault a fait en sorte que la crise puisse se dénouer dès le premier jour », se réjouit alors Claude Guéant. A ce stade, le secrétaire général de l'Élysée prend ses désirs pour des réalités.

Car Thibault n'est pas seul. Et Sarkozy non plus. Côté syndicat, la base n'a pas fait son deuil de son statut d'exception.

Encouragée par SUD et, à l'intérieur de la CGT, par le patron des cheminots, Didier Le Reste, elle se vit même comme « un rempart face à l'offensive libérale ». « Il faut mesurer, explique aussi un syndicaliste CFDT, ce que les gars ont subi : pendant trois mois, on les a traités de nantis, de privilégiés. Ils ont envie d'en découdre. » Lorsqu'il rejoint le cortège parisien, le secrétaire général de la CGT est sifflé par un groupe de manifestants. « Thibault, vendu ! Ce n'est pas toi qui diriges, c'est nous ! » Le lendemain, des militants de la RATP furibards font voler leurs cartes de la CGT et menacent de « faire tomber Thibault ». Le spectre du 2 février 2005 resurgit : ce jour-là, Thibault, qui refusait que la CGT prenne position sur le traité constitutionnel européen, avait été mis en minorité par les nonistes du comité confédéral national, emmenés par... Didier Le Reste.

Du côté du pouvoir aussi, les enragés sont à la manœuvre. L'un d'eux campe à Matignon. François Fillon a déjà déclaré qu'il n'y avait « rien à négocier ». Discuter avec la CFDT, à la rigueur, mais négocier ➤

akalan / gamma / eyedea presse



Un millier de personnes manifestaient dans les rues de Toulouse, le 14 novembre dernier.

► avec la CGT, c'est *niet*. Le président a beau expliquer au Premier ministre l'intérêt d'« élargir le front réformiste », il refuse d'entendre. Plutôt que de prendre acte du courage de Thibault, Fillon l'affaiblit en exigeant la reprise du travail avant toute négociation. Sur ce, un mot malheureux filtre de l'Élysée : devant ses ministres, Sarkozy aurait dit qu'il ne négociera pas « un revolver sur la tempe ». A cet instant, Thibault n'est plus en confiance. A droite, le naturel revanchard l'emporte sur la raison. Pendant quelques heures, on joue à se faire peur... Puis, très vite, le calme revient.

À l'Élysée, le vieux sage Raymond Soubie a sonné l'alarme. « Dans une maison où la tradition de conflictualité est ivre, la pression exercée par les gauchistes est difficilement gérable pour la CGT », souligne le conseiller social du président. Il n'oublie pas que SUD est à la SNCF la deuxième organisation syndicale. L'ennemi, selon Soubie, c'est SUD, pas la CGT ! Dans l'urgence du week-end, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, est donc missionné pour rattraper le coup. Moi d'ordre Rue de Grenelle : « Il faut faire ce que Thibault demande. »

Comme par magie, l'exigence de « reprise du travail » est abandonnée au profit du « respect de la liberté des transports », puis de « la dynamique de reprise ». La CGT respire car, pour elle, il était impensable de demander à ses militants d'appeler à la reprise du travail. Le souvenir est encore vif de l'hiver 1986, quand le syndicat fut éjecté de la direction de la grève des cheminots par des coordinations improvisées. « Faire ce que Thibault demande », c'est aussi patienter. Évidemment, les usagers grognent, les députés UMP piaffent de manifester avec « la France qui bosse », et Fillon est pressé d'en finir. Mais ils attendront ! Nicolas Sarkozy a par exemple apprécié que le secrétaire général de la CGT ait tancé les étudiants qui voulaient bloquer les gares et même appelé Olivier Besancenot, le porte-parole de la LCR, pour lui enjoindre ne pas politiser un conflit syndical.

En signe de bonne volonté, Xavier Bertrand, avec l'accord de l'Élysée, accepte de reporter le début des négociations au-delà

de la journée de mobilisation des fonctionnaires. Lorsque le ministre de la Palabre (lire « Le dessous des cartes », p. 34) téléphone à François Chérèque pour l'informer qu'il devra attendre le mercredi 21 novembre, le leader de la CFDT bondit : « Si tout le monde est d'accord pour négocier, pourquoi ne pas le faire dès demain lundi ? » Le ministre s'excuse : « C'est déjà assez difficile comme ça... » Furax, mais lucide, Chérèque déclare le lendemain matin sur RTL : « Je dis qu'il y a une forme de coproduction entre le gouvernement et la CGT, en particulier pour organiser cette grève et montrer ses muscles. » Bien vu.

**« Il y a une forme
de coproduction entre
le gouvernement et la CGT
pour montrer ses muscles. »
François Chérèque, CFDT**

À l'Élysée, en effet, il ne s'agit plus de « se payer Thibault », mais de « sauver Thibault ». « Demain, explique-t-on dans l'entourage de Xavier Bertrand, nous aurons à négocier des dossiers qui concernent tous les Français. On ne peut pas mettre tous les syndicats en croix pour les régimes spéciaux qui n'intéressent qu'une minorité d'entre eux. » Dans le langage de l'état-major sarkozyste, plus question de « privilégiés ». « Les cheminots et les gaziers ne roulent pas sur l'or, répète désormais la porte-parole de l'UMP, Nadine Morano. Mais la réforme doit se faire au nom de l'équité. » « Dialogue », par-ci. « Pas d'humiliation », par-là. Tandis que l'essayiste libéral Nicolas Baverez signe dans le *Point* un article intitulé « Un gouvernement doit savoir gagner une grève », le député Yves Jégo décrit l'UMP comme une « force d'apaisement » ! Alléluia, même le Medef s'est mis au diapason ! Alors que les patrons constatent, exaspérés, la chute de l'activité provoquée par le conflit, Laurence Parisot appuie la ligne du compromis : « Nicolas Sarkozy fait un travail tout en finesse [...]. Il ne faut pas que les organisations syndicales

se sentent perdantes », confie-t-elle. Pour un peu, la Sarkozye aurait convié Thibault au Fouquet's. Bonne pioche.

A court terme, en effet, les durs de la CGT renoncent à ruer dans les brancards. Mardi matin, Maryse Dumas, considérée comme la « gardienne du dogme », sort du silence. L'ouverture des négociations, déclare-t-elle au *Parisien*, « est un pas considérable ». Autant dire : « Camarades, la grève n'a plus d'objet ! » En vérité, Sarkozy a vu juste : la revendication des 37,5 annuités n'est plus identitaire pour la CGT. D'autres chapitres de négociations, par exemple, la pénibilité ou la revalorisation des pensions, intéressent autant le privé que les entreprises publiques. « Si on obtient un accord dans les jours qui viennent, cela nous donnera du souffle », admet le cégétiste Eric Aubin (Fédération nationale des salariés de la construction).

Victoire et compromis

Même Didier Le Reste s'avère plus calculateur qu'annoncé. N'a-t-il pas lui-même sablé le champagne avec les conseillers du ministre du Travail, après qu'ils eurent rédigé ensemble la convocation de la réunion tripartite à la SNCF ? En sortant de la première table ronde, le communiste intransigeant déclarera : « Des points ont été marqués. » Au plus fort du conflit, il est vrai, la présidente de la SNCF, Anne-Marie Idrac, avait trouvé 90 millions d'euros « à moudre » !

Une victoire politique contre un compromis social. L'un jubile, l'autre sauve la face. Nicolas Sarkozy apprend la modestie ; Bernard Thibault assume son réformisme, même s'il est trop fin politique pour paraphraser quelque accord que ce soit. Cet attelage, du néolibéral précautionneux et du marxiste pragmatique, peut-il passer l'hiver ? Rien ne dit que le cégétiste ne pourrait pas se raidir à nouveau, en appelant, d'ici à la fin de l'année, à débrayer à nouveau, réenclenchant ainsi l'affrontement.

En quelques jours, admettons en tout cas que le Sarko Circus a pris un tour déroutant. Le bonapartiste était donc sincère lorsqu'il réclamait, au cours de sa campagne, des « syndicats forts » ? Le mégalo s'est-il soigné pour ménager ainsi un ennemi de classe ? Faut-il encore croire l'ami du CAC 40 lorsqu'il promet une solution à la « question angoissante » du pouvoir d'achat ? Sarkozy a encore « changé ». Le roman du président s'enrichit d'un nouveau chapitre où, dans le feu de l'action, un baroudeur cégétiste l'aurait aidé à respecter ses promesses électorales. L'image d'Épinal est belle, peut-être trompeuse. Qu'importe, il les collectionne • *D.B., P.Ch., N.D. et H.N.*

(1) La déduction faite sur la pension des bénéficiaires des régimes spéciaux s'ils devaient partir à la retraite avant la date fixée par la nouvelle loi.

(2) Les retraites seront revalorisées sur l'inflation et non plus sur l'augmentation des salaires.